

## **Déclaration institutionnelle du président de Catalogne**

*Barcelone, 10 octobre 2017*

Je comparais devant ce Parlement, sur ma demande expresse, pour vous présenter les résultats du referendum célébré le 1er octobre et pour vous expliquer les conséquences politiques qui en dérivent. Je suis conscient, comme sans doute beaucoup d'entre vous, qu'aujourd'hui je comparais aussi devant le peuple de Catalogne et de beaucoup d'autres personnes qui ont fixé leur attention sur ce que adviendra aujourd'hui dans cet hémicycle. Nous vivons un moment exceptionnel, de dimension historique. Ses conséquences et ces effets dépassent les frontières de notre pays et il est devenu évident que, loin de constituer une affaire domestique et interne, comme nous avons eu l'habitude de devoir entendre de la part de ceux qui ont négligé leur responsabilité en refusant de connaître ce qui était en train de se passer, la Catalogne est une question qui concerne l'Europe.

De mon intervention, n'espérez ni menaces, ni chantages, ni insultes. Le moment est suffisamment sérieux pour que tous nous assumions la part de responsabilité qui nous correspond dans la nécessité impérieuse d'alléger la tension et de ne pas contribuer à l'augmenter, en paroles ou en attitude. Au contraire, je désire m'adresser à l'ensemble de la population ; à ceux qui se sont mobilisés le 1er et le 3 octobre, à ceux qui l'ont fait samedi au cours d'une manifestation revendiquant le dialogue et à ceux qui l'ont fait massivement dimanche pour la défense de l'unité de l'Espagne. Ainsi qu'à ceux qui ne sont manifestés à aucune des convocations. Tous, avec nos différences et nos désaccords, avec tout ce qui nous unit et tout ce qui nous sépare, formons un même peuple et nous nous devons de continuer à le faire progresser ensemble, quoi qu'il arrive, parce que c'est ainsi que se forge les peuples qui cherchent à forger leur avenir.

Jamais il nous sera possible d'être d'accord en tout, c'est évident. Mais nous sommes conscients, parce que nous en avons donné la preuve plus d'une fois, que la manière d'avancer ne peut être autre que celle de la démocratie et de la paix. Ce qui équivaut au respect de celui qui pense différemment, à la recherche de la réussite des aspirations collectives et à la profonde conviction que ceci requiert de grandes doses de dialogue et d'empathie.

Comme vous pouvez l'imaginer, durant ces derniers jours et ces toute dernières heures, sont venues s'adresser à moi de nombreuses personnes pour me suggérer ce que je devais faire et ce que je devais ne pas faire. Leurs remarques constituent toutes des propositions licites, respectables et propres d'un moment tel que celui-ci. À tous ceux à qui j'ai eu l'occasion de le faire, je les ai remerciés, parce qu'en chacun d'eux j'ai pu reconnaître des raisons de fond qui valent la peine d'être écoutées. Moi aussi, j'ai sollicité l'avis de diverses personnes, qui m'ont aidé à enrichir l'analyse du moment que nous vivons et celle de la perspective de l'avenir, à celles-ci également j'adresse mes plus sincères remerciements.

Mais ce que je vous exposerai aujourd'hui n'est pas le fait d'une décision personnelle, et non plus celui d'une lubie d'une personne : c'est le résultat du 1er octobre et de la volonté du

Gouvernement que je préside d'avoir maintenu sa promesse de convoquer, d'organiser et de célébrer le referendum d'autodétermination et c'est également le résultat naturel de l'analyse des faits postérieurs que nous avons partagés au sein du Gouvernement. Aujourd'hui, il s'agit de parler au Parlement des résultats du 1er octobre et c'est ce que nous ferons.

Nous sommes ici parce que le 1er octobre passé, la Catalogne a célébré le référendum d'autodétermination. Elle l'a fait dans des conditions plus que difficiles : extrêmes. C'est la première fois dans l'histoire des démocraties européennes qu'une journée électorale se déroule au milieu de violentes attaques policières contre les électeurs qui font la queue pour déposer leur bulletin de vote. Depuis huit heures du matin jusqu'à l'heure de la fermeture des collèges électoraux, la police et la Garde Civile ont frappé des personnes sans défense et ont obligé les services d'urgence à soigner plus de huit cents personnes. Nous avons tous été témoins ainsi que le monde qui a été choqué par les images qui étaient diffusées.

L'objectif n'était pas uniquement de confisquer des urnes et des bulletins de vote. L'objectif était de provoquer la panique généralisée et que les gens, à la vue des images de violence policière sans discrimination, restent chez eux et renoncent à leur droit de vote. Mais pour les responsables politiques de cette ignominie les faits se sont retournés contre eux. 2.286.217 citoyens ont vaincu leur peur, sont sortis et ont voté. On ne sait pas combien l'ont essayé et n'ont pas réussi, mais en revanche on sait que les collèges électoraux qui ont été fermés par la force représente un total de 770 000 personnes de plus recensées.

Plus de deux millions deux cents mil catalans ont pu voter parce qu'ils ont vaincu la peur mais aussi parce que dans leurs collèges électoraux respectifs ils ont pu trouver des urnes, des bulletins de vote, des bureaux constitués et un recensement fiable et opérationnel. Les opérations et les perquisitions des semaines antérieures à la recherche des urnes et des bulletins de vote n'ont pas pu empêcher le référendum. Les détentions de hauts fonctionnaires du Gouvernement n'ont pas non plus empêché le référendum. Les écoutes téléphoniques, les opérations de suivi de personnes, les attaques informatiques, la fermeture de 140 pages web, l'ouverture frauduleuse de la correspondance n'ont pas non plus empêché le référendum. Je répète : malgré l'effort et les moyens destinés à le combattre, quand les citoyens sont arrivés aux bureaux de vote, ils ont pu y trouver des urnes, des enveloppes, des bulletins, des personnes préposées au bon déroulement des élections et un scrutin fiable et opérationnel.

Je désire donc exprimer ma reconnaissance envers toutes les personnes qui ont permis cette réussite logistique et politique. Envers les volontaires qui ont passé la nuit dans les écoles. Les citoyens qui ont gardé les urnes chez eux. Les imprimeurs qui ont imprimé les bulletins. Les informaticiens qui ont conçu et développé le scrutin universel. Les hommes et les femmes employés au Gouvernement. Les électeurs partisans du « Oui », ceux partisans du « Non » et ceux qui ont voté en blanc. Toutes ces personnes anonymes qui ont mis leur petit grain de sel pour faire qu'il puisse avoir lieu. Et surtout, je souhaite exprimer toute mon affection, ma solidarité et mon réconfort à toutes les personnes blessées et maltraitées au cours de l'opération policière. Les images resteront ancrées dans notre mémoire à jamais. Nous n'oublierons pas.

Il convient de reconnaître et de dénoncer que la manière d'agir de l'État a eu pour résultat d'introduire de la tension et de l'inquiétude dans la société catalane. En tant que président de Catalogne, je suis tout à fait conscient qu'en ces moments, il y a beaucoup de monde



préoccupé et angoissée, effrayée même par ce qui arrive et ce qui peut advenir. Des personnes de toutes idéologies et de toutes tendances. La violence gratuite et la décision de quelques entreprises de changer leur siège social, une décision, permettez-moi de le dire, est plutôt un discours pour les marchés qu'une action ayant des effets réels sur notre économie (ce qui a plus d'effets réels sur notre économie ce sont les 16 000 millions d'euros catalans qui sont obligés de changer de siège social chaque année), sont sans doute des faits qui ont embrumé la situation actuelle. À toutes les personnes qui ont peur, je veux leur envoyer un message de compréhension et d'empathie, mais aussi de sérénité et tranquillité : le Gouvernement de Catalogne ne changera pas d'un millimètre son compromis envers le progrès social et économique, la démocratie, le dialogue, la tolérance, le respect pour la discrétion et la volonté négociatrice. Comme président j'agirai toujours avec responsabilité et en tenant en compte les 7,5 millions de citoyens de notre pays.

Je voudrais expliquer où nous en sommes, mais surtout, pourquoi nous en sommes là. Aujourd'hui, étant donné que le monde entier nous regarde, mais surtout, aujourd'hui que le monde nous écoute, je crois que cela vaut la peine de nous expliquer nouvellement.

Depuis la mort du dictateur militaire Francisco Franco, la Catalogne a contribué comme personne à la consolidation de la démocratie espagnole. La Catalogne a été non seulement le moteur économique de l'Espagne, mais aussi un facteur de modernisation et de stabilité. La Catalogne croyait alors que la Constitution espagnole de 1978 pouvait être un bon point de départ pour garantir son autogouvernement et son progrès matériel. La Catalogne s'était pleinement investi dans l'opération de rendre l'État espagnol aux institutions européennes et internationales après 40 ans d'isolement et d'autarchie.

Le passage des années, néanmoins, a permis de constater que le nouvel édifice institutionnel surgit de la Transition, qui était vu en Catalogne comme un point de départ depuis lequel évoluer vers des sommets plus hauts de démocratie et d'autogouvernement, était compris par les élites hégémoniques de l'État non comme un point de départ, mais comme un point d'arrivée. Avec le passage des années, le système a non seulement interrompu son évolution vers la direction souhaitée par le peuple de Catalogne, mais a commencé à faire marche arrière.

En cohérence avec cette constatation, en 2005, une grande majorité, 88% de ce Parlement, je répète, une majorité de 88% de ce Parlement, en suivant les procédures marquées par la Constitution, je répète, en suivant les procédures marquées par la Constitution, avait approuvé une proposition de nouveau Statut d'autonomie, et l'avait envoyé au Congrès des Députés. La proposition catalane a alors déclenché une campagne d'authentique *catalanophobie*, attisée de façon irresponsable par ceux qui voulaient gouverner l'Espagne à n'importe quel prix.

Le texte qui a finalement été soumis à référendum en 2006 était déjà très différent de la proposition initiale du Parlement de Catalogne, mais malgré tout il a été approuvé par les citoyens qui sont allés voter. La participation fût d'un 47%, et les votes favorables au Statut d'autonomie furent 1.899.897. Je veux souligner que ce sont 145.000 votes en moins que ceux qui « Oui » à l'indépendance le premier octobre.

Toutefois, l'État n'en a pas eu assez avec la première réduction. En 2010, quatre ans plus tard de l'entrée en vigueur du Statut d'autonomie guillotiné, un Tribunal Constitutionnel formé par des magistrats choisis directement par les deux grands partis politiques espagnols, le PSOE et le PP, a émis une décision –de malheureux souvenir- guillotinant une deuxième fois le Statut d'autonomie. Cette décision modifiait, de plus, le contenu voté par le peuple en référendum.

Il est important de le rappeler et de le souligner. Malgré avoir suivi la procédure prévue par la Constitution, malgré avoir eu le soutien du 88% du Parlement de Catalogne, et malgré l'avoir approuvé dans un référendum légale et accordé, l'action conjointe entre le « Congrès de Diputats » (Assemblée nationale espagnole) et le Tribunal Constitutionnel transforma la proposition catalane en un texte méconnaissable. Il convient de le rappeler et aussi de le souligner : ce texte méconnaissable, doublement guillotiné et non approuvé par les catalans, est la loi actuellement en vigueur. Celui-ci a été le résultat du dernier effort de Catalogne de modifier ses statuts juridico-politiques par les voies constitutionnelles. C'est-à-dire, une humiliation.

Mais ce n'est pas tout. Depuis la décision du Tribunal Constitutionnel contre le Statut d'autonomie voté par le peuple, le système politique espagnol n'a pas seulement fait aucun effort pour essayer de réparer les dégâts, mais il a mis en marche un programme agressif et systématique de recentralisation. Les dernières années ont été les pires des derniers quarante ans en termes d'autonomie : délitement continu de compétences par décret, loi et décision ; négligence et désinvestissement dans le système d'infrastructures basique de Catalogne, élément clé du progrès économique du pays ; et un mépris douloureux de la langue, la culture et la manière d'être et de vivre de notre pays.

Tout cela, expliqué en quelques mots, a eu un effet profond dans la société catalane. Au point que, pendant cette période, des millions de citoyens ont arrivé à la conclusion rationnelle que la seule manière de garantir la survie, pas seulement de l'autonomie, mais aussi de nos valeurs, est que la Catalogne devienne un État. Le résultat des dernières élections au Parlement de Catalogne en donnent foi.

De plus, il s'est passé quelque chose de plus important encore : parallèlement à la constitution de la majorité absolue indépendantiste au Parlement, un grand consensus c'est formé autour de l'idée que le futur de Catalogne, quoi qu'il soit, devait être décidé par les catalans de manière démocratique et pacifique dans un référendum. Selon un sondage fait par un important journal de Madrid, pas d'ici, de Madrid, un 82% des catalans le souhaitent ainsi.

Avec l'objectif de permettre ce référendum, pendant les dernières années les institutions et la société civile catalanes ont fait plusieurs propositions au gouvernement et aux institutions espagnoles. Tout est dans les archives : jusqu'à 18 fois, et dans tous les possibles formats, le dialogue a été demandé pour accorder un référendum comme celui célébré en Écosse le 18 septembre 2014. Un référendum avec une date et une question accordés entre les deux parties, avec l'organisation d'une campagne pour que les deux parties exposent leurs arguments, et avec le compromis des deux parties à accepter et appliquer le résultat du référendum à partir d'une négociation permettant de garantir leurs intérêts respectifs. Si cela avait été possible dans une des démocraties les plus anciennes, consolidés et exemplaires du monde, celle du Royaume-Uni, pourquoi cela n'était pas possible aussi en Espagne ?



La réponse à toutes ces propositions a été une négative radicale et absolue, accompagné d'une persécution policière et judiciaire des autorités catalanes. L'ex-président Artur Mas et les ex-ministres catalanes Joana Ortega et Irene Rigau, ainsi que l'ex-ministre catalan de la Présidence Francesc Homs, ont été déclaré inéligible pour avoir permis l'organisation d'une consultation populaire non contraignante et sans effets juridiques le 9 novembre 2014. Et pas seulement déclarés inéligibles, mais condamnés à une amende de manière arbitraire et abusive : s'ils ne déposent plus de 5 millions d'euros au Tribunal de Comptes espagnol tous leurs biens seront confisqués et tant eux comme ses familles pourront en souffrir les conséquences.

De plus, le Bureau de ce Parlement et des dizaines d'élus municipaux ont été mis en examen pour avoir exprimé leur soutien au droit à décider et pour avoir permis des débats sur le référendum. Des plaintes ont été déposés contre la présidente et le Bureau du Parlement pour n'avoir pas permis le Parlement de débattre. La dernière vague répressive contre les institutions catalanes a eu comme conséquence l'arrêt et transfert à des dépendances policières de 16 employés publiques du Gouvernement de Catalogne. Ces employés publiques ont dû déclarer menottés et sans avoir été informés de l'accusation qui leur était faite. Le monde doit aussi savoir que les leaders des associations qui ont organisé les manifestations les plus massives et à la fois pacifiques de l'histoire de l'Europe ont été mis en examen par un délit de sédition. Ce délit entrainer jusqu'à 15 ans de prison. Les responsables qui ont organisé ces manifestations qui ont épaté le monde par son civisme et par le manque d'incidents.

Celle-ci a été la réponse de l'État espagnol aux demandes catalanes, qui ont toujours exprimé de façons pacifique et à travers les majorités obtenues dans les urnes. Le peuple de Catalogne réclame depuis des années la liberté de pouvoir décider. C'est très simple. Toutefois, nous n'avons pas trouvé d'interlocuteurs dans le passé et nous ne les trouvons pas maintenant. Aucune institution de l'État c'est montré favorable à parler de la demande majoritaire de ce parlement et de la société catalane. Le dernier espoir qui pouvait nous rester était que la monarchie joue le rôle d'arbitre et modérateur que la Constitution lui attribue, mais le discours prononcé cette semaine a confirmé la pire de nos hypothèses.

[EN CASTILLAN] Je veux maintenant me diriger aux citoyens de l'ensemble de l'État espagnol qui suivent avec préoccupation ce qui se passe en Catalogne. Je veux leur transmettre un message de clame et respect, de volonté de dialogue et d'accord politique. Cela a été toujours notre souhait et notre priorité. Je suis connaisseur de l'information qui vous arrive de la part de la majorité des médias et de quel est le discours qui s'est imposé. Mais l'ose vous demander un effort, pour le bien de tous ; un effort pour connaître et reconnaître les raisons qui ont fait que nous arrivions jusqu'à la situation actuelle. Nous ne sommes pas de délinquants, ni des fous, ni des putschistes ni des endoctrinés : nous sommes des gens normaux qui demandent de voter et qui ont été prédisposés à tout dialogue possible pour voter de façon accordée. Nous n'avons rien contre l'Espagne ni contre les espagnols. Au contraire. Nous voulons renouer l'entente, et celui-ci est le souhait majoritaire qui existe en Catalogne. Car aujourd'hui, et depuis des longues années, la relation ne marche pas et rien n'a été fait pour inverser cette situation, qui est devenue insoutenable. Et un peuple ne peut pas être obligé, contre sa volonté, à accepter un statu quo qu'il n'a pas voté et qu'il ne désire pas. La Constitution est un



cadre démocratique, mais il est également vrai qu'il existe de la démocratie au-delà de la Constitution.

Mesdames et Messieurs, avec les résultats du référendum du premier octobre, la Catalogne a gagné le droit d'être un État indépendant et a gagné le droit d'être écoutée et respectée.

Aujourd'hui la Catalogne est écoutée et respectée au-delà de nos frontières.

Le oui à l'indépendance l'a remporté dans des élections par majorité absolue, et deux ans plus tard, le oui l'a remporté dans un référendum sous une pluie de coup de matraque. Les urnes, le seul langage que nous comprenons, disent oui à l'indépendance. C'est ce chemin que je me suis engagé à suivre.

Comme il est notoire, la Loi sur le Référendum établie que deux jours après la proclamation officielle des résultats, et dans le cas que le nombre des voix pour le oui soit supérieur au nombre des voix pour le non, le Parlement (et je cite littéralement la loi), « se réunira en séance ordinaire pour effectuer une déclaration formelle de l'indépendance de Catalogne, décidera de ses effets et accordera le début du processus constituant ».

Il y a un avant et un après au 1er octobre, et nous avons réussi à réaliser l'engagement que nous avons pris au début de la législature.

Arrivés à ce moment historique, et comme président de la Generalitat, j'assume –en présentant les résultats du référendum devant le Parlement et de nos concitoyens- le mandat que la Catalogne devienne un État indépendant en forme de république.

C'est ce qu'il faut faire aujourd'hui. Par responsabilité et par respect.

Et avec la même solennité, le gouvernement et moi-même proposons que le Parlement suspende les effets de la déclaration d'indépendance afin que dans les prochaines semaines nous impulsions un dialogue sans lequel il n'est pas possible d'arriver à une solution accordée. Nous croyons fermement que le moment exige non seulement la désescalade dans les tensions, mais surtout la volonté claire et engagée pour avancer dans les demandes du peuple de Catalogne tenant compte des résultats du premier octobre. Il faut nécessairement tenir compte des résultats dans l'étape de dialogue que nous proposons d'ouvrir.

Il est bien connu que dès le lendemain du référendum, différentes initiatives de médiation, de dialogue et de négociation ont été lancées sur le plan national, de l'État et international. Certaines parmi celles-ci sont publiques et d'autres ne le sont pas encore. Toutes les initiatives sont très sérieuses, et difficiles d'imaginer il y a peu de temps. Les appels au dialogue et à la non-violence ont retentis dans tous les coins du monde ; la déclaration de hier du groupe de huit lauréats du Nobel de la Paix ; la déclaration de The Elders, un groupe mené par l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, et composé par des personnalités de renom international ; les prises de position de présidents et de premiers ministres de pays européens, de leaders politiques européens... il y a une demande de dialogue qui parcourt l'Europe, parce que l'Europe se sent interpellée par les effets que pourraient avoir une mauvaise résolution de ce conflit. Toutes ces voix méritent d'être écoutées. Et toutes, sans exception, nous ont demandé d'ouvrir un temps pour donner une chance au dialogue avec l'État espagnol.



Aujourd'hui il faut faire cela. Par responsabilité et par respect.

Je conclus. Et je le fait avec un appel à la responsabilité de chacun. Aux citoyens de Catalogne, je leur demande qu'ils continuent de s'exprimer comme ils l'ont fait jusqu'à l'heure, en liberté et dans le respect de ceux qui pensent différemment. Aux entreprises et aux agents économiques, je leur demande qu'ils continuent de créer de la richesse et qu'ils ne cèdent pas à la tentation d'utiliser leur pouvoir pour faire peur aux citoyens. Aux forces politiques, je leur demande qu'elles contribuent avec leurs mots et leurs actions à réduire les tensions. Je demande la même chose aux médias. Au gouvernement espagnol, je lui demande d'écouter, pas nous s'ils ne veulent pas, mais ceux qui préconisent une médiation et la communauté internationale. Je lui demande aussi qu'il écoute les millions de citoyens de toute l'Espagne qui exigent tout renoncement à la répression et à l'imposition. À l'Union Européenne, je lui demande de s'impliquer à fond et de garantir les valeurs fondatrices de l'Union.

Aujourd'hui le gouvernement de Catalogne fait un geste de responsabilité et de générosité, et tend à nouveau la main au dialogue. Je suis convaincu que si dans les jours à venir tout le monde agit avec la même responsabilité et honore ses obligations, le conflit entre la Catalogne et l'État espagnol pourra être résolu d'une façon sereine et accordée, et dans le respect de la volonté exprimée par les citoyens. Nous allons tout faire dans ce sens. Parce que nous voulons être loyaux à notre longue histoire, à tous ceux qui ont souffert et se sont sacrifiés, et parce que nous souhaitons un avenir digne pour nos enfants, pour tous ces gens qui veulent faire de Catalogne leur terre d'accueil et d'espoir.

Merci beaucoup.

**Carles Puigdemont i Casamajó**  
Président du Gouvernement de Catalogne